l'Humanite. nations et peuples opprimés, unissez-vous! QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi 25 novembre 1976

No 573

1,50 F

B.P. 61 75861 Paris Cedex 18 CCP 30 226 72 La Source

> Commission paritaire No 57952

LE PATRONAT LICENCIEMENTS

Il y a quelques jours, le président du CNPF, Ceyrac, revendiquait le droit pour le

Malraux

emboitant le pas, lundi, le ministre du chômage, Beullac, s'exclamait : "Il faut patronat de recourir à des li- empêcher les abus, mais ne cenciements massifs. Lui pas s'opposer aux compres-

sions d'effectifs quand elles se révèlent indispensables. Il ne sert à rien de ne pas vouloir regarder la réalité en lacen. Et mardi ce monsieur ajoutait : «Il faut voir les choses avec clarté. Le gouvernement, en tout état de cause, a pris des dispositions pour limiter les effets des licenclements et notumment l'indemnisation du chômage à 90 %».

Mardi encore, le PDG de Rhône-Poulenc, Gillet, déclarait : «Il est à craindre que l'industrie textile européenne doive mettre en chômage 1 400 000 des 4 millions de travailleurs qu'elle emploie». Ces déclarations interviennent après l'annonce d'un plan de licenciement de plus de 20 000 ouvriers de la sidérurgie.

Il s'agit là d'une préparation de la part du gouvernement et du patronat à un recours à des licenciements massifs.

Ceci montre clairement que les monopoles capitalistes sont décidés à tout faire pour que ce soit la classe ouvrière qui paie le prix de la crise capitaliste et l'aiguise ment de la concurrence entre les pays capitalistes.

Et quand, dans une interview publiée par les journaux de l'Est, Giscard déclare que «les chiffres du commerce extérieur doivent faire taire les querelles des Français», cela ne vise ni plus ni moins qu'à faire croire que patrons et exploités sont embarqués sur la même galère et qu'il faut que les travailleurs consentent des sacrifices.

Face à ces préparatifs, les travailleurs doivent, eux aussi, se préparer à des luttes résolues pour refuser tout licenciement, aux côtés du million et demi de leurs frères de classe que les capitalistes ont déjà privé de

Pendant ce temps, à Peu- destinés aux ouvriers de geot-Sochaux (automobiles) Beaulieu sont ainsi récupé-PAS DE

travailleurs des Cycles Peu-

greve

tion CGT de la métallurgie, Georges Séguy s'en prenait à la tendance à l'immobilisme qu'il décèle dans son organisation. « C'est là une idée (l'attente d'une arrivée de la «gauche» au pouvoir) plus que fausse : dangereuse, démobilisatrice. L'attente des mots d'ordre d'en haut ou d'une victoire de la gauche aboutit au même comportement passif». En somme, pour le dirigeant du PCF, pas question d'attendre 1978, voilà qui ne manquera pas d'inciter tous les travailleurs conscients à ne pas se laisser prendre au

L'approfondissement de la crise politique et économique du capitalisme en France et dans le monde provoque le développement de contradictions entre la masse des travailleurs ouvriers, employés, paysans et les prétendus partis de «gauche», ou les organisations syndicales qui leur sont liées. Il est même fréquent, au sein des organisations de voir apparaitre des contradictions entre des militants de base et l'appareil du partiou du syndicat. La plupart de ces contradictions surgissent lors de conflits longs et aigus entre ouvriers et patrons, dans les entreprises, ou à propos de journées nationales «d'action» organisées sous la houlette du Programme commun qui propose une fausse solution de rechange à le crise dans le cadre du système capitaliste. Ces contradictions portent sur des mots d'ordre tels que «non à tout licencie

ment» opposé au marchandage des suppressions d'emassemblées générales souveraines et des comités de

(Suite p. 4)

les dirigeants CGT «Rendez l'argent PREPARE volé aux grévistes!>>> DE NOUVEAUX Les patrons de la CGT veulent les faire taire

LE MYTHE ET

c'est sans aucun doute l'une des plus grandes figures de la bourgeoisie française de ce 20e siècle qui disparait. La vie de Malraux fut un mythe, savamment entretenu, et par lequel la bourgeoisie a cherché et cherche à embellir sa propre image.

Le mythe Malraux repose sur la première partie de sa vie et notamment sur les années de lutte contre la nazisme et le fascisme. Durant cette période de sa vie, Malraux fut avant tout un bourgeois attiré par l'aventure et influencé par la force du communisme. Une de ces personnes comme l'on en rencontre parfois qui n'ont rompu qu'en apparence avec leur classe d'origine, ce qui n'exclut pas qu'elles puissent jouer à certains moments un rôle positif.

Ce fut le cas de Malraux. Son action contre le nazisme allemand, son engagement aux côtés de la République espagnole, son rôle dans la Résistance à l'occupant nazi, ce sont là des choses réelles et qui en leur temps furent utiles. Mais Malraux ne fut jamais un révolutionnaire. Il fut un démocrate bourgeois et un patriote. Alors que la bourgeoisie dans sa masse appuyait le fascisme puis collaborait, Malraux comme quelques autres, fut dans un des crimes. Et il se comautre camp qui dans ces plut dans ce rôle.

Avec André Malraux, circonstances était aussi ce lui du peuple.

Mais dans le fond, il n'y a

rien d'étonnant à ce que celui qui commença sa carrière en pillant les richesses archéologiques des peuples d'Indochine, devint après 1945 l'un des plus zélés défenseurs de l'ordre capitaliste. Cet antifasciste des années 1930 fut le tribun de ce RPF qui, créé pour combattre le communisme, regroupa des fascistes de l'ancienne comme de la nouvelle génération. Cetantico-Ionialiste> des années 1920 fut le ministre d'un gouvernement qui durant plusieurs années fit la plus barbare des guerres au peuple algérien, jusqu'au jour où il dut changer de politique et se résigner à reconnaître l'indépendance algérienne. Cet antifasciste d'hier fut ministre de ce gouvernement qui fit assassiner à Charonne. Il fut celui qui en 1968, aux côtés des fascistes des SAC et CDR défila sur les Champs-Élysées. Tandis que des étudiants, sur les barricades lancaient CRS/SS, it était de ceux qui entouraient De Gaulle parti en Allemagne pour y préparer une éventuelle intervention de l'armée contre le peuple.

Il servit de caution à la bourgeoisie qui commettait **COMPROMIS AVEC** LE REVISIONNISME Lundi, à Saint Etienne, au Congrès de la fédéra-

Mars avril 1976, les la CGT et la CFDT organi-

geot à Beaulieu sont en de l'usine une première col-

sent auprès des travailleurs

lecte de solidarité. 12000F

Peugeot: Des travailleurs accusent

piège de la démagogie révisionniste et à intensifier la lutte politique fondamentale et de principe contre le révisionnisme moderne.

> ploi pratiquées par les directions réformistes ou révisionnistes ; elles portent sur des objectifs tels que la lutte contre la hiérarchie capitaliste, défendue ouvertement par la confédération CGT et le PCF ou par la confédération CFDT par le biais d'accords fédéraux avec la CGT. Ces contradictions portent également sur les formes de lutte : opposition à la négociation sans rapport de forces avec le pouvoir ou les patrons (contre les journées «d'action» subordonnées à l'activité des parlementaires de «gauche» dans la dernière période, par exemple), développement des coordinations de luttes à la base et dans l'action (autour des Lip, par exemple) ou encore pratique des

logement

Beaulieu ne recevront que 8 500 F. Les responsables CGT de Sochaux ont subtilisé le reste. Une 2e collecte fut organisée quelques temps aprés par la CGT et la CFDT.

rés. Mais les travailleurs de

par syndicat, sur différentes entreprises. La CFDT récolte ainsi 9 400 F qui sont remis aux travailleurs de Beaulieu. Des responsables CGT quant à eux déclarent à la CFDT : «Vous avez une caisse de gréve, nous on garde le fric pour «Métallo» (journal de la CGT sochaux).

Une 3e collecte fut organisée dont les travailleurs de Beaulieu ne virent pas la couleur. Même chose pour

Bref, c'est ainsi au moins 5 000 F qui étaient destinés aux ouvriers et qui se sont retrouvés dans les caisses de la CGT et les poches de ses responsables.

Quelques mois plus tard, alors que cet argent n'est toujours pas parvenu aux ouvriers de Beaulieu, l'Association syndicale des familles du canton de Giromagny met les «pieds dans le plat» et demande des comptes. (suite p.3)

enquête de «l'Humanité rouge» Sur le front du



le monde en marche

Amérique latine

Profits pour les transnationales Misère et famine pour les peuples

Au Salon international de l'alimentation, qui se tient en ce moment à Paris, on peut admirer des produits alimentaires venus de tous les pays du monde. Ils sont le fruit du travail des paysans, mais aussi, pour certains pays sud-américains fascistes et vendus à l'impérialisme, celui non seulement de leur sueur, mais aussi de leur sang. Ces produits alimentaires, offerts aux pays riches, sont en fait arrachés aux populations qui souffrent de la faim et de toutes les maladies dues à la dénutrition.

En Uruguay, par exemple, qui depuis le coup d'Etat fasciste de 1973, vit sous un régime de dictature féroce, voici, en quelques chiffres, les conditions de vie des masses laborieuses.

L'inflation, en 1975, a augmenté de 90 %

touche Le chômage 36 % de la population.

L'émigration (pour une population de 3 100 000 habitants) est d'un million d'Uruquayens en 3 ou 4 ans. (La plupart appartiennent à des couches qui peuvent plus facilement s'expatrier : scientifiques, professeurs, techniciens, ouvriers qualifiés...). 60 % d'entre eux ont moins de 35 ans.

Le salaire moyen d'un ouvrier qualifié est d'environ 350 F par mois (un kg de sucre coute 4 F !).

Les prisonniers politiques sont actuellement 7 000. Un Uruguayen sur 450 est en prison. Un Uruguayen sur 50 a été interrogé ou détenu (chiffre record à travers le monde)

Au Brésil, qui vient de subir une parodie d'élections, depuis le coup d'Etat fasciste en 1964, les syndicats et partis politiques sont illégaux, les salaires bloqués, la famine endémique, surtout dans les régions du nord-est, la répression toujours féroce.

A Récife, les enfants disputent aux chiens les reliefs des repas jetés dans les poubelles

En Bolivie, au Chili, aussi on voit de semblables scènes.

Au Chili par exemple, dont la junte entend expor-

ter des produits alimentaires contre des armes tournées contre le peuple, 50 % des enfants ne recoivent pas une alimentation capable de leur assurer un développement minimum. Quelques chiffres

- dénutrition infantile : 1972 1974 33,18 % mortalité infantile : 1969 1973 79.5% 65,3 % 77,3 %. pendant que les enfants

il atteint 64 %. Quant à l'inflation, elle a connu en 1975 le chiffre record de

meurent faute de nourriture et de soins, 70 médecins ont été assassinés par la junte, 300 sont toujours emprisonnés, 1 500 ont dù prendre le chemin de l'exil, 40 % des psychiatres, par exemple, ont été licenciés par la junte. Le chomage qui était de 3 % avant le coup d'État touche maintenant 25 % de la population. Dans le bâtiment,

Ces chiffres portent à eux seuls la plus terrible accusation contre l'impérialisme, dont les deux piliers sont aujourd'hui fournis par les 2 superpuissances, l'impérialisme US et le socialimpérialisme russe, et les bourgeoisies compradores qui leur bradent les richesses des pays d'Amérique latine au détriment des intérêts vitaux de leurs peuples.

Mais là où il y a oppression il nait et grandit la révolte. En Amérique latine, elle est à la mesure de la misère des peuples dont les luttes se développent ardemment sous la direction de leurs avant-gardes marxistes



Un seul repas par jour, un bol de soupe et une boule de pain, pour cette famille sud-ameri-

Conférence des pays riverains du Golfe persique

Les ministres des Affaires étrangères des états du golfe se réuniront du 25 au 27 novembre à Moscate (Oman) pour jeter les bases d'une coopération économique et d'une concertation politique entre les pays riverains du bassin pétrolier le plus convoité du monde.

Cette conférence, la première du genre, se tient alors que les Etats pétroliers font l'objet d'une mise en garde américaine contre toute hausse du prix du pétrole brut. 7 États, Iran, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Koweit, Oatar et Oman, ont déjà donné leur accord. Seule jusqu'ici la présence de l' Irak n'a pas encore été confirmée officiel-

La Conférence doit élaborer les axes d'un programme de coopération économique régionale pour faire pièce aux «visées des grandes puissances» dans la région. Elle manifes te un net progrès dans les relations de bon voisinage entre les États du Golfe séparés, il y a peu encore par une série de conflits territoriaux. La réglementation de la navigation et la sécurité des pays riverains du Golfe, seront sans douté évoquées par la Conférence dont certaines délégations défendront l'idée de faire du Golfe Persique une «mer intérieure» par la conclusion d'u pacte inspiré de la Convention de Montreux sur les Dardanelles. Un tel pacte permettrait aux pays riverains d'interdire l'entrée dans les eaux du Golfe Persique aux navires de guerre appartenant à des pays

Il ne saurait donc être vu d'un bon œil par l'une comme par l'autre superpuissance.

Cisjordanie occupée

Manifestation contre la résolution 242 de l'ONU

Des centaines de jeunes et de lycéens ont manifesté lundi dans les rues de Naplouse (Cisjordanie) pour protester contre l'adoption, le 22 novembre 1967, de la Résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU, votée aussi bien par les russes que par les américains, faisant du peuple pales tinien des «réfugiés à vie»

Jeune gens et jeunes filles qui avaient déserté les écoles et les lycées ont investi la ville, particulièrement les vieux quartiers en scandant des slogans contre la résolution 242 et aussi contre le plan de partition de la Palestine de 1947 dont ce sera dans peu de temps l'anniversaire, annonçant leur intention de manifester à nouveau ce jour-là:

Comme d'habitude, c'est à coups de pierres et de bouteilles que les forces de répression sionistes, bombardant la foule de gaz lacrymogènes, ont été accueillies.

Dans le même temps, la police sioniste arrêtait 40 Cisjordaniens dans les régions de Tulkarem et de Hebron.

Unesco

t sans avenir Un proje

délégation soviétique vient d'être mise en échec à la conférence générale de l'UNESCO. Elle se présentait sous le couvert innocent d'un projet de résolution sur «la coopération culturelle et scientifique».

Il faisait partie des fameuses «importantes propositions» annoncées par l'URSS. En fait, il s'agissait d'une nouvelle mouture des thèses bien connues de Moscou sur «la partie durable de la conférence d'Helsinki», «la paix, l'amitié et la compréhension» dont l'URSS fait preuve à l'égard du tiers monde. Sous prétexte de coopération culturelle et scientifique, Moscou entendait, en fait, poursuivre son infiltration et son agression culturelle en Amérique latine, en Asie et en Afrique. Avec 45 revues éditées en Inde, par exemple, représentant 75 % des éditions étrangères, l'URSS pèse d'un poids considérable dans la

che aussi à accumuler dans les pays occidentaux, des renseignements scientifiques et techniques au moyen du pillage et de l'espionnage en tous genres.

Dans son introduction, le délégué soviétique a prétendu que son projet avait déjà recueilli de nombreuses adhésions, en citant nommément le Mexique, Mais il avait à peine fini de parler que le représentant de ce pays émettait une vigoureuse protestation en affirmant : «Notre délégation n'a jamais pris contact avec l'initiateur de ce projet de résolution. Nous ne pouvons le soutenir». Un vif débat s'en suivit au cours duquel de nombreux pays du tiers monde dénoncèrent très clairement la pratique de la superpuissance soviétique qui cherche à utiliser la coopération culturelle et scientifique pour intervenir dans les affaires intérieures des autres pays, en faire finalement des satellites. Certaines délégations ont fait remarquer que, loin de resserrer la solidarité entre les peuples, ce projet soviétique ne pouvait au contraire que créer la division parmi eux.

Le délégué chinois s'est opposé à l'inscription de la discussion de ce projet a l'ordre du jour, soutenu par de nombreuses délégations. Il a dénoncé les préparatifs de guerre camouflés de l'URSS, ses violations constantes de la souveraineté des pays indépendants, les pressions qu'elle exerce contre ceux qui refusent son diktat en exigeant le remboursement immédiat des dettes et de leurs intérêts, en déchirant les accords qu'elle a elle-même signés, en retirant ses experts, en refusant d'honorer ses contrats de fournitures d'équipements et de technologie.

Autant de faits irréfutables qui

vie culturelle de ce pays. Elle cher- étrangler leur culture nationale, et révêlent le caractère mensonger des phrases du projet soviétique sur «l'égalité des droits et les avantages réciproques». La pratique de l'URSS en ce domaine est constante : elle ne connait que les droits inégaux et les avantages unilatéraux en sa

> D'autres délégations, de pays occidentaux, ont trouvé «douteuse» la référence à la conférence sur la «sécurité» européenne pour un document de portée mondiale.

> Mise en minorité la délégation soviétique a constamment changé de tactique au cours du débat, tantôt attaquant ouvertement et calomniant les délégations opposées à son projet, tantôt les accablant de flatteries. Mais un verdict irréfutable a clos ce débat. A une majorité écrasante de votants, la commission a repoussé le projet de l'URSS que sa délégation a dû rempocher la rage au cœur.

Guide des films anti-impérialistes Par Guy Hennebelle 300 films répertoriés

• 150 films analysés · une foule d'adresses

E-100 Editions du Centenaire

24, rue Philippe-de-Girard 010-Paris Tel. : 202 87 05

nouvelles intérieures

A CHACUN SES MAITRES

Parmi les diverses déclarations faites à l'occasion de la mort d'André Malraux, on retiendra celle du directeur de « l'Humanité». Celuici déclare en effet : «C'est l'écrivain qui m'a le plus marqué dans rha jeunesse et, paradoxalement, c'est sans doute l'un des écrivains qui a fait le plus pour me faire adhérer au Parti communiste français». Puis, il ajoute : «Nos chemins ont divergé, on pourrait d'ailleurs se demander pourquoi. Je pense qu'un certain nombre de choses qui se sont passées dans les pays socialistes en sont la cause». Enfin, il n'hésite pas à affirmer : «Ce n'était pas seulement un homme de lettres, c'était quelqu'un qui mettait sa plume au service de ses idées et ses idées, c'était la révolution ... 1 ...

Ceci confirme pleinement les bases sur lesquelles un tel individu devint membre du PCF: sur des bases bourgeoises à cent pour cent. D'ailleurs, on le savait déjà en lisant le livre d'Andrieu «Du bonheur et rien d'autres où il nous avouait : «.le ne suis jamais tombé dans l'illusion pas d'instaurer une républi-

Andrieu, dirigeant du PCF, a le même maitre que Chirac, qui, lui, déclare : «Nous avons puisé dans son œuvre tant de leçons de culture, d'énergie et de courage ... il fut un "maitre à

Ce qui montre qu'entre un Chirac et un Andrieu, il n'y a pas tant de différences

Agriculture

Une taxe sur le lait à la charge des petits producteurs

Lundi et mardi derniers, les ministres de l'agriculture du Marché commun ont examiné les moyens visant à faire payer le prix de la surproduction laitière aux petits producteurs de lait.

La trouvaille que l'on pourrait penser. I consiste à mettre en place une nouvelle taxe appelée

pour la circonstance «taxe de co-responsabilité» payée par les producteurs de lait. En fait, au-delà de la question de la résorption des stoks de poudre de lait invendus, il y a tout un plan d'élimination des petits producteurs «non compétents» ou «non rentables» pour les coffres-forts des trusts laitiers.

UN ASSASSIN **EN LIBERTE**

Emile Fabre, ancien directeur de l'«Espelidou», vient d'être remis en liberté après 5 mois de prison. C'est la décision scandaleuse que vient de prendre la chambre d'accusation de la cour d'appel de Montpellier. Fabre, rappelons le, est le responsable de la mort de la petite Isabelle Le Menach qui, le 15 février dernier, était morte étranglée par les sangles de la camisole de force lyrique. Notre but n'était où le tortionnaire l'avait emprisonnée, seule dans un

on avait appris que cet assassin avait pour habitude de se livrer à des violences contre les malades de «L'espélidou». Mais cet ancien aumonier militaire en Indochine avait de hautes relations et les choses ont pu durer ainsi pendant des an-

On peut supposer que ces relations ne sont pas étrangéres à sa libération.

La justice bourgeoise est à l'image de cette société elle est pourrie!

Mais la taxe ira surtout à la ferme». Pour 1977, le QUELOUES CHIFFRES SUR LA

PRODUCTION LAITIERE EN EUROPE

En 1973, il y avait environ 2,5 millions de producteurs de lait en Europe et 25.6 millions de vaches laitières. Deux producteurs sur trois (66,5 %) avient moins de 10 vaches et possédaient 25 % du cheptel. Autrement dit, 33 % des producteurs possédaient 75 % du cheptel. Enfin, 45 000 gros éleveurs (1,8 %) ayant plus de 50 vaches possédaient 13,5 % du cheptel.

La taxe est conçue com-

me un «prélèvement de co-

responsabilité» frappant de

manière uniforme l'ensem-

ble des quantités de lait li-

vrées aux laiteries, ainsi que

certaines ventes de laiteries

En France, la collecte movenne de lait en septembre serait de 8,7 % inférieure à celle de septembre 1975. Pour les 9 premiers mois de l'année, atteindrait ainsi 136.6 millions d'hl, soit une hausse d'environ 1 % sur les chiffres de l'an dernier, ce qui laisse espérer pour l'ensemble de 1976 un niveau voisin de celui de 1975, Dans la CEE, la collecte est plus forte qu'en 1975.

sera récupérée en partie par

eux, puisqu'il est précisé

que la taxe pourra être com-

pensée par certaines aides ;

et que ces aides, on le sait,

ce sont les gros qui en pro-

On s'attendait à un manque de beurre et la situation est en fait actuellement équilibrée pour la France alors que, pour la CEE, la production est en hausse de 9,5 % pour les huit premiers mois et le stock public communautaire s'élève à 418 000 tonnes (contre 280 323 t en 1975). Pour la poudre de lait, les stocks continuent de croitre : ils totalisent 378 223 t en France (contre 358 082 t en 1975) et 1 346 427 t pour la

projet prévoit un montant de la taxe de 2,5 %, plus 1 % au cours de l'année, c'est à dire 3,5 % du prix indicatif; prix qui n'est pas payé aux petits producteurs.

La taxe, pour ne pas «gêner» les gros producteurs, dans les poches des trusts privés ou coopératifs - puisqu'il est encore précisé qu'elle servira à financer des emesures favorisant l'élargissement des marchés», parmi ces mesures : «la recherche de débouches nouveaux, de produits améliorés, la prospection ...». Cet argent volé sur le travail des petits éleveurs servira à financer la concurrence des trusts monopolistes français dans leur recherche de nouveaux marchés sur le plan mondial ; marché très encombré, étant donné la crise générale qui

Bien sur, pour amuser le monde, on reparle de redistribution gratuite du lair dans les écoles ou les hôpitaux. Mais cela n'est que démagogie, visant à masquer le pillage du travail des petits éleveurs, et la politique monopoliste qui les acculent à la ruine.

La vente de lait scagne en France, mais cela n'est pas dû aux petits producteurs. D'une part, les ménages ouvriers voient leur niveau de vie baisser dramatiquement. d'autre part, les prix élevés proviennent de la soi-disant transformation du lait, matière brute. Cela aboutit à doubler, voire tripler le prix de vente.

Les petits éleveurs qui ont largement subi la sécheresse, qui vont toucher des indemnités de misère, et qui touchent déjà un prix pour leur production inférieur à la valeur de leur travail, vont se voir taxés pour engraisser un peu plus les trusts. C'est inacceptable et les petits éleveurs se mobiliseront pour s'y opposer.

«Rendez l'argent volé aux grèvistes!»

Suite de la p. 1.

Créée en 1972, cette association regroupe 150 familles ouvrières. De nombreux travailleurs des usines Peugeot à Sochaux, syndiques CGT et CFDT, en sont membres. Nombre de ses adhérents ont participé aux collectes en faveur des grévistes de Beaulieu.

Le 15 octobre, l'Association adresse une lettre à la CFDT de Peugeot-Sochaux où elle déclare : «Des camarades de Giromagny ont fait des enquêtes à Beaulieu et dans d'autres localités et il s'avère qu'une somme considérable a été subtilisée par la CGT aux grévistes de Beaulieu. Une lettre de la CGT et de la CFDT de Beaulieu datant du 3/6/76 affirme en partie la véracité de nos accusations. Celle-ci est entre les mains des camarades Dubail et Galat. Lors de votre assemblée générale du 1/10/76 (17 h 30), des militants qui en ont ras le bol de toutes les magouilles portérent un débat sur cette importante question et il fut confirmé officiellement que la CGT avait détourné 5 000 F.

Le 22/9/76, le camarade Valdés secrétaire de la CFDT-Beaulieu confirma des choses encore bien plus importantes.

Si le camarade Bobillet, Monnot et bien d'autres... ne veulent pas porter sur la place publique le ganstérisme syndical de certains dirigeants de la CGT, il vous appartient de faire le nécessaire afin que toutes les sommes versées par les travailleurs pour les grévistes de Beaulieu soient restituées dans les plus brefs délais.

Au cas ou vous cautionneriez de telles methodes, nous serions dans l'obligation de porter sur la place publique ce que vous refuseriez de l'aire pour le socialisme.»

Juste apres l'envoi de cette lettre, les responsables départementaux de l'Association (membres du PCF) se concertaient pour préparer l'exclusion de l'Association de Giromagny.

Puis des responsables sociaux-fascistes se livrérent à des menaces sur la personne du président de l'Association, allant jusqu'à menacer de mort en ces termes «Pour être débarrassés de lui, on lui foutra une balle dans la tête ou un couteau dans le dos. » Dans le même temps, ils font part de leur intention de lui intenter un procés. L'ex ASF de Giromagny déclare à ce sujet : «Le tribunal ne nous fait pas peur et nous sommes armés pour faire le procès des sociaux-fascistes des usines Peugeot

Le 27/10, une lettre émanant de l'Association départementale de Belfort annonçait l'exclusion de l'Association de Giromagny. Celle-ci décide alors de se transformer en Association populaire autonome du canton de Giromagny et s'appelle désormais «La sociale».

Face à cela, des délégués CGT, CFDT ont apporté leur soutien et des travailleurs sont prêts à témoigner devant un tribunal si c'est nécessaire.

Cette affaire qui met en lumiére le vrai visage des responsables révisionnistes fait un grand bruit dans la région de Belfort, Sochaux et Beaulieu. Tout en cherchant par tous les moyens à faire taire les travailleurs qui les accusent, les responsables CGT

Contre leurs pressions, leurs menaces, les travailleurs de l'ex ASF de Giromagny peuvent être assurés que nos colonnes leur seront ouvertes pour démasquer ces ennemis qui usurpent le titre de «communistes» La vérité est révolutionnaire.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	heures de Paris	longueur d'ondes	fréquences
TIRANA	16h00-16h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	17h00-17h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h00-19h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	21h00-21h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	22h00-22h30	31 m 42 m 215 m	9677 kc 7143 kc 1395 kc
	23h30-24h00	31 m 42 m 206 m	9677 kc 7143 kc 1456 kc
	6h00-6h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
PÉKIN	19h30-20h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	20h30-21h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	21h30-22h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	22h30-23h30	42,7 m 42,4 m 45,9 m	7026 kc 7075 kc 6536 kc

IMPORTANT : Les longueurs d'onde 215 et 206 m (Tirana) sont dans la gamme des ondes moyennes (OM ou MW). Les autres longueurs d'onde, dans les bandes des 30 et 40 m, sont dans la gamme des ondes courtes (OC ou

Si votre poste est gradué en MC au lieu de KC c'est facile de transformer : il suffit de diviser par 1 000 : 9677 kc équivaut à 9,677 mc.



PAS DE COMPROMIS **AVEC LE REVISIONNISME**

Suite de la p. 1.

Ces contradictions ont pour effet de provoquer des difficultés aux appareils bureaucratiques, traitres à la classe ouvrière qui réagissent alors en cherchant à isoler ou exclure les militants qui s'opposent à leurs directives. Ce fut dernierement l'exclusion de militants CGT de l'IMRO. les attaques contre des militants de base CGT du livre de Clermont-Ferrand (dont certains sont membres du PCF), l'extension de la «chasse aux sorcières» dans la CFDT, les attaques et mises en garde contre la coordination des luttes autour des sections CFDT et CGT de base, les attaques contre les grévistes de la Sonacotra et leur comité de coordination. Dans toutes ces circonstances, les communistes marxistes-léninistes (particulièrement visés de tout temps par la répression bourgeoise dans les syndicats) travaillent à l'unité des larges masses sur des positions justes pour combattre les pratiques antiouvrières. Mais ils ne s'en tiennent pas seulement là; au seul niveau des idées justes qui existent déjà dans les

Par exemple, la réflexion de nombreux travailleurs, qui ne veulent pas subordonner la lutte contre les licenciements, le chômage ou d'autres méfaits du capitalisme, à l'action parlementaire ou aux échéances électorales bourgeoises est positive Mais elle ne saurait constituer en tant que telle une réelle prise de conscience antirévisionniste. A plus forte raison, traduire cela en mot d'ordre du type «Nous n'attendrons pas 1978» est une attitude opportuniste qui ne peut que perpétuer les illusions sur la nature des partis du Programme commun, détachements de la bourgeoisie dans la classe ouvrièmalgré tout, il y a quelque chose de bon à attendre d'une éventuelle victoire de des chapelles trotskistes derrière Krivine, qui réclament la dissolution immédiate de l'assemblée nationale et des élections anticipées. Cela conduit à limiter la critique du révisionnisme à son opportunisme vis-à-vis du pouvoir et sa mollesse dans les luttes. Cela conduit à repro- souvent nécessaire, notamcher aux journées nationales ment dans les luttes syndileur manque de perspecti- cales, mais cela ne signifie ves | Comme si la gestion du pas faire des concessions à

Programme commun n'était pas une perspective pour ces journées telles que les concoivent les dirigeants de l'Union de la «gauche»,

Ne pas confondre unité d'action à la base et concessions politiques

La conséquence d'une telle attitude, c'est la pratique d'unité d'action sans principes avec les organisations révisionnsites ou réformistes lors de manifestations ou autres formes d'action, ou bien c'est l'abandon de la lutte politique pour ne pas «se couper» de militants de base qui font des critiques, mais restent néammoins attachés à leur

C'est entretenir chez ces

militants l'illusion d'un «re-

dressement» de leur organi-

sation, en exaltant simple ment les luttes «dures» ou les mouvements de masse. Qui peut croire que des millions de grévistes ou de manifestants réclamant dans la rue un changement de gouvernement, cela inquièterait Marchais, Séguy, Mitterrand ou Maire ? Le danger, c'est précisément de leur servir d'agents recruteurs, de leur fournir des troupes (comme les trotskistes) trompées et manœuviées pour rivaliser avec la clique des partis au pouvoir. On voit ici et là resurgir la tactique de la «démarquation concrète» avec le révisionnisme ; tactique qui consiste à considérer qu'il n'est point nécessaire de combattre et de dénoncer sans trêve, fait à l'appui, le révisionnisme sur les plans politique, idéologique et organisationnel; tactique se-Ion laquelle il suffirait de faire des propositions concrètes aux masses, à côté des révisionnistes, pour que ceux-ci perdent tout crédit re. En effet, cela signifie que et toute influence. Cette tactique que nous avons critiquée dans nos propres rangs et qui abuse nombre la «gauche» en 1978 et que de militants ouvriers et l'on veut précipiter cette travailleurs combatifs doit éventualité. C'est la position être démasquée pour ce qu'elle est : une tactique de «coexistence pacifique avec le révisionnisme. Si on n'attaque pas l'ennemi, il ne disparait pas de lui-

Pratiquer l'unité d'action avec des militants de base du PCF y compris, c'est capitalisme à la mode du la ligne politique de leur

parti. A plus forte raison quand ces militants ont des divergences avec leurs dirigeants: «Il est rigoureusement nécessaire de dénoncer vigoureusement les aspects divers que revêt aujourd'hui l'offensive du révisionnisme tout en distinguant les véritables ennemis des militants abusés. Envers ces militants, les marxistes-léninistes ont le devoir d'user patiemment de la discussion, de la conviction et de la persuasion. Les injures ne remplacent jamais les arguments et n'aboutissent la plupart du temps qu'à provoquer l'inverse du but recherché.» (extraits de la Conférence nationale ouvrière du PCM-LE d'août 1976). Notre tâche, c'est alors d'élever le niveau de conscience de ces travailleurs pour qu'ils soutiennent consciemment de justes positions de classe en nous appuyant sur leur expérience partielle ou dispersée du révisionnisme et par

le moyen d'une lutte politique constante contre les idées erronées.

S'en tenir aux faits et non aux apparences

Relever dans des tracts locaux du PCF, par exemple, un langage vigoureux, un vocabulaire marxiste, ne permet certainement pas de conclure à une prise de conscience anti-révisionniste. Ou alors, que penser des références à l'internationalisme prolétarien ou à la dictature du prolétariat dans la propagande du parti fasciste de l'URSS ?

Toute attitude qui consiste à s'en tenir aux apparences est dangereuse. Il faut juger suivant les actes et toujours se demander au service de quelle politique ils sont. Les révisionnistes par exemple ne sont pas contre toute violence. L'agression, la subversion, le coup d'État sont monnaie

courante dans la politique du social-impérialisme le parti révisionniste portugais a pratiqué le putsosh, au nom de la lutte de classe, mais il s'agit là d'une violence réactionnaire au service de la dictature bourgeoise sur les masses. Prenons l'exemple des récentes manifestations de policiers en France, certains (Libération du 19/11) souhaitent que les flics «dépassent le stade de la révendication matérielle» ! Cela s'appelle se mettre à la remorque de la bourgeoisie, de ses rivalités de cliques et entretenir de dangereuses illusions sur l'appareil d'État.

Tenir compte des contradictions chez l'ennemi et soutenir les travailleurs qui s'opposent à des directions syndicales ou politiques bourgeoises c'est nécessaire pour élever le niveau de conscience politique des masses et intensifier la lutte contre toutes les fractions de la bourgeoisie, à condition de combattre l'opportunisme de type trostkiste, qui ne peut conduire qu'à consolider l'influence du révisionnisme dans les masses.

La crise actuelle du capitalisme et la nature bourgeoise des directions du PCF. Ps. CGT ou CFDT amenent objectivement de plus en plus de travailleurs à s'opposer à la ligne et à la pratique de ces organisations dont la marge de manœuvre se réduit en même temps que reculent les limites des concessions acceptables par la bourgeoisie dans la lutte de classe. A nous de transformer cette situation objective en un puissant mouvement de classe anticapitaliste et antirévisionniste, en apprenant auprès des masses mais aussi en osant les conduire à l'action contre la capital et tous les partis qui défendent ces intérêts, qu'ils soient au pouvoir ou se pré-

Appel des travailleurs de l'IMRO

Les travailleurs de l'IMRO (IMprimerie ROennaise) viennent de publier un appel dans lequel ils rappellent les grandes étapes de leur lutte actuelle, entamée voici plus d'un an, le 29 septembre 1975. En voici des extraits :

La participation de tous à la lutte a permis de montrer que chaque travailleur pouvait être un militant actif et responsable. C'est dans la lutte que se sont révélés les travailleurs qui avaient une véritable conscience de classe. Malgré cela, six de nos camarades ont été exclus de la CGT le 20 septembre 1976 par un bureau syndical restreint (sur 21 membres il n'y avait que 10 présents) Nos camarades ont été exclus car nous ouvrions les portes de l'imprimerie à toutes les organisations syndicales et politiques et les débats que nous avions avec ceux-ci ont permis de progresser et de renforcer notre unité. Nous nous battons pour l'unité de la classe ouvrière et c'est à chaque syndiqué, qu'il soit CGT ou CFDT, de le faire et c'est ce que nous avons su réaliser au niveau de l'IMRO. Pour nous, le syndicat ne doit pas être l'instrument de quelques-uns qui pensent pour les autres, mais l'affaire de tous de façon à ce que le syndicat soit réellement notre outil de lutte. C'est de cette manière que le syndicat se renforce, devient un

Sans arrêt, nous avons pris de nombreuses initiatives (occupation de Paris-Normandie, de la cathédrale de

instrument réel pour les

Rouen, portes ouvertes, sorties de journaux, de bandes dessinées, etc...). A toutes ces initiatives, de nombreux militants, tant CGT que

CFDT, ont participé. Le 16 juillet, les flics ont expulsé les travailleurs. Unis plus que jamais, la lutte continue contre le chômage et les li-

Pour populariser leur lutte, les travailleurs ont participé à toutes les initiatives de coordination des luttes.

MEETING **DE SOLIDARITE**

Mardi 30 novembre à partir de 18 heures Mutualité salle B

24, rue St-Victor, Paris-Ve, Métro Maubert-Mutualité



4 FORUMS

- Démocratie syndicale et démocratie ouvrière
- La répression des luttes
- La place des femmes dans les luttes
- La culture et les luttes

Animation culturelle

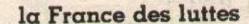
Participation du syndicat de la magistrature

Participation d'autres entreprises (Lip, Réhault ?...)

FILM DE L'IM RO 20 h: INTERVENTION DES TRAVAILLEURS DE L'IMRO

(la lutte de l'IMRO, un véritable syndicat de lutte de classe...)

Vous pouvez vous procurer tracts et affiches au : 8, rue Grand Prieuré, Paris 11e, Mo Oberkampf.





Vincennes

Des femmes en lutte chez Kodak (2)

Dans la première partie de l'article, les marxistes-léninistes de l'usine de Vincennes analysaient la rationnalisation de la production européenne de Kodak, ainsi que l'importante prise de conscience des ouvrières depuis le début de la grève, il y a plus d'un mois.

Dès le départ, l'attitude de la direction sera de refuser toute véritable discussion sérieuse et de briser par tous les moyens la lutte des travailleurs.

Bien sûr, les ouvrières de la vérification savaient bien que la vie n'était pas toute rose, mais elles avaient encore d'énormes illusions sur la société capitaliste et sur tous ceux qui la servent.

La direction de l'usine pensait donc les écœurer bien vite, les faire plier devant d'innombrables difficultés qu'elles ne soupconnaient pas, leur faire voir qui était le maitre. Tous les moyens ou presque seront employés, l'intimidation, les menaces, la division, le mépris, les enquêtes, la confiance qu'elles avaient dans la hiérarchie, l'hostilité d'autres ouvrières appeurées et aveuglées par le paternalisme. Tout le long du conflit la direction adoptera une attitude intransigeante qui correspond à une radicalisation graduelle des ouvrières de la vérification.

Elles commenceront par la baisse du rendement, puis la grève partielle, elles se posteront devant la porte de l'usine pour distribuer un tract, une seule d'abord puis toutes. Elles qui avaient peur de parler aux chefs de la direction, petit à petit, prendront la parole, finissant même par interromptre et par interpeller les responsables du personnel et du secteur, qui, eux perdront de leur superbe, de leur assu-

Tous les jours, a lieu une assemblée générale réunissant les deux équipes. Au début, les délégués dirigent les débats, l'action, mais très vite les ouvrières les plus décidées s'emparent de leur lutte, proposent des actions, Rapidement, c'est la quasitotalité des ouvrières des deux équipes qui participent à l'élaboration du combat. Les discussions sont des fois âpres, contre le renoncement, le fatalisme que véhicule la direction, la hiérarchie, FO et certains délégués

La détermination grandit, les illusions tombent!

Plus la lutte devient dure,

plus la détermination est grande, plus l'unité les soude, plus la lucidité et la réflexion deviennent profondes au cours des AG. Cela est dû bien entendu aux explications des camarades délégués, mais aussi et surtout à l'expérience concrète de la lutte vécue par ces ouvrières. Une à une, les illusions tombent, la conscience apparait, ce n'est jamais sans difficulté, sans amertume et sans découragement dans un premier temps. Elles voient les patrons comme ils sont, le visage à nu, dans toute leur haine pour la classe ouvrière. Elles voient la hiérarchie dans son rôle de valet de la direction réunir d'autres ateliers de femmes à qui la grève fait peur et leur dire : «Elles font la grève pour elles, sans penser à vous, qui allez être peut-être au chômage technique et si la grève continue trop longtemps, Kodak qui n'a jamais licencié, le fera peut-être et comme il y a trop de femmes ici, vous êtes les premières concernées». Ou encore «Vous savez, elles font la grève pour s'amuser, certaines d'entre elles ont un mari

qui gagne bien, ce n'est pas comme vous, elles ne travaillent que pour leurs robes, leur maquillage et leur bus». Ou bien encore, une contremaitresse s'adressant directement aux vérificatrices en grève «Écoutez, je vous parle pas en tant que chef, mais d'amie à amies, votre grève est sans issue, la direction ne lâchera rien, alors reprennez sérieusement votre travail, dans l'intérêt de tous, pensez à votre mari et à vos enfants». Le seul délégué CGT du secteur ira lui aussi dans ce sens en déclarant : «Cette grève est suicidaire, elles pensent que toutes seules (une vingtaine), elles remettront en cause ce systême de rotation des postes mis en place par la direction et à enrayer la rationnalisation. La réalité, c'est qu'elles sont manipulées par la CFDT et les gauchistes qui veulent faire valoir leur boutique. Elles devraient plutôt se fier aux propositions sérieuses de la CGT».

Les propositions sérieuses de la CGT, les ouvrières en ont fait l'expérience, quand des messieurs sont venus leur proposer leur soutien à condition qu'elles renoncent à leur revendication de catégorie pour la nover dans l'accord national

de la chimie CGT-CFDT réclamant la grille unique «de l'OS à l'ingénieur». Les vérificatrices leur ont dit elles mêmes et clairement qu'elles n'accepteraient le soutien que sur la base de leur revendication et pas sur autre chose. Dès lors, le soutien de la CGT qui s'apprêtait soi-disant «à faire débrayer toute l'usine»,



est devenu plus que fanto-

Quant à FO, ils ont dû epartir aussi vite qu'ils sont venus lentement apporter leur «soutien» (à l'appel de la CGT) sous l'hostilité ouverte des ouvrières. Ce qui a permis à FO de sortir un tract disant que la CFDT brisait l'outil syndical en considérant la grève comme sa chose et que dans ce syndicat il y avait des individus qui s'intitulaient marxistesléninistes de France et qui n'étaient qu'un groupe «gauchiste anarchiste, dissous après Mai 68» dont le seul but était d'entretenir à l'usine un climat de révolte voire (bigre !) de révolution.

Elles ont appris à diriger elles-mêmes leur combat

Tout cela a été de rudes épreuves pour ces ouvrières

qui n'avaient aucune expérience de lutte, mas cela leur a aussi ouvert les yeux et appris à diriger elles-mêmes leur combat. Elles ont bénéficié du soutien total de la section CFDT où sont les camarades ainsi que d'une entière liberté d'expression et de décision, elles reconnaissent elles-mêmes

«Avec la CGT, nous n'aurions

jamais pu faire tout, le faire nous-mêmes». Mais si elles ont tenu, c'est aussi et surtout qu'elles ont obtenu le soutien le plus indispensable qui soit, celui des masses. En effet, l'élan de solidarité de la part de la grande majorité du personnel (notamment ouvriers et employés) a été extraordinaire tout au long de leur lutte. Dans les ateliers, dans les services, à la porte de l'usine quand elles distribuent un tract, ils ne sont pas rares ceux qui disent «Bravo, les filles», «Vous avez raison», «Il faut tenir, on est avec vous». Un débrayage de solidarité organisé depuis le secteur où sont les ouvrières a rassemblé trois ateliers et la collecte de soutien sur trois établissements Kodak (usine de Vincennes et de Sevran et siège social à Paris) a rapporté plus d'un million

Aujourd'hui les vérificatrices de Kodak-Vincennes ne savent pas encore si elles obtiendront satisfaction, mais elles savent qui est du côté des travailleurs et qui ne l'est pas, elles savent aujourd'hui qu'elles ne craignent plus les chefs, «que rien ne sera comme avant, parce qu'on est décidées et unies».

d'anciens francs.

Les marxistes-léninistes de l'usine.

L'école au service de qui ? (3)

LA PAROLE A LA CLASSE OUVRIERE

Le 13 novembre, à la MJC de Dunkerque, la CFDT et plus particulière- CHERA CE POUVOIR à la ment la section d'Usinor et le secteur SGEN oranisait une «école ouverte». Pour une fois, ce n'était pas une réunion d'information des enseignants, mais un dialogue avait lieu entre parents ouvriers et enseignants, orienté par les ouvriers sur les problèmes concrets de l'école.

Dans le présent article, notre correspondant conclut en tirant le bilan de

Pour finir, quelles perspectives de lutte se dégagérent de ce débat ?

D'abord, il fut bien affirmé que, dans le cadre du système capitaliste, l'école ne peut pas être au service. des travailleurs. Il ne s'agit pas d'«améliorer» l'école capitaliste. Seul un changement de société peut permettre de penser à une autre école.

Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de luttes à mener des maintenant, et certaines perspectives, encore floues, se sont dessinées :

1) Resserrer les liens entre le SGEN et la CFDT, dans le sens d'un contrôle de la classe ouvrière sur les positions du SGEN, d'une connaissance et information

réciproques. L'intéret de cette proposition étant liée à la forme qu'elle a prise sur Dunkerque, à savoir, une UNITE A LA BASE des ouvriers et enseignants.

2) Développer le soutien au mouvement lycéen. - 3) Possibilités concretes, telles que, lors d'une visite d'usine, organisation d'une contre-visite par les ouvriers, discussion avec les militants syndicalistes, occupation par les travailleurs et enseignants d'un établissement scolaire, au cours

Ce débat a suscité l'intérêt et l'enthousiasme des travailleurs, à tel point que, professeurs du SGEn et ouvriers d'Usinor se sont retrouvés pour faire un court

d'une lutte.

bilan de la journée et envisager la continuation de l'action. Et. à travers cette discussion, blen d'autres questions ont été soulevées, montrant à quel point les ouvriers se préoccupent de l'école, et combien ils ont de choses à dire.

Cela montre que la classe ouvrière est la CLASSE DI-RIGEANTE EN TOUT, qu'elle seule a la possibilité de concevoir ce que pourrait être une école au service du peuple.

Pour l'instant, la bourgeoisie exerce sa domination, et, comme le disait un ouvrier : « C'est le pouvoir et le savoir qui font

Mais un jour viendra où la classe ouvrière ARRA-

bourgeoisie, et, sur la base de la dictature du prolétariat, elle aura droit au savoir : mais à UN SAVOIR DE CLASSE, mais à UNE CULTURE PROLETA-RIENNE née de ses luttes et de sa victoire.

Il m'a semblé important de relater cette expérience Certes, elle est limitée par le cadre syndical, certes, elle a encore des insuffisances ; pas de débat sur la société. et donc l'école à construire. pas de discussion sur les solutions réformistes proposées et notamment, celle du Programme commun.

Mais, un débat aussi complexe ne peut s'établir d'un seul coup ; et, de l'avis de tous, il ne s'agissait encore que d'une prise de contact. Cette initiative est à approfondir sur Dunkerque, mais il serait souhaitable qu'elle puisse aussi se reproduire

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE

AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot

publié aux Éditions du Centenaire

disponible sur commande à : E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix: 30 F

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS **ACHETEZ TOUJOURS** L'HUMANITÉ ROUGE DANS LE MEME KIOSQUE



Sur le thème «La place de l'Albanie dans le monde»

COLLOQUE NATIONAL

Organisé par l'Association des amitiés franco-albanaises, les samedi 4 et dimanche 5 décembre 1976 à l'université Paris-Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, sous la présidence de l'aul Milliez, président de l'association, en présence de Dhimeter Lamani, ambassadeur de la République populaire d'Albanie en France.

PROGRAMME SAMEDI 4 DECEMBRE à partir de 14 heures, amphithéâtre Descartes

exposés sur l'histoire de l'Albanie depuis l'antiquité, sa situation géopolitique, le principes qui guident sa politique étrangère, par plusieurs universitaires de Paris et de province et par des Albanais venus spécialement de Tirana.

- montage audio-visuel réalisé par le comité AAFA Paris-Sud, sur la lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais, précédant l'exposé d'un ami albanais sur le même thème.

- débat public sur le thème 32 années de socialisme en Albanie avec l'ensemble des orateurs et des personnalités amis de l'Albanie.

DIMANCHE 5 DECEMBRE de 10 à 13 heures, amphithéâtre Descartes

exposition de photos, film documentaire, forums et commissions sur : l'émancipation de la femme albanaise, le controle ouvrier et paysan, la santé et la médecine

de 15 à 18 h 30 amphithéâtre Richelieu

exposés sur l'Albanie socialiste (relations culturelles avec la France, l'homme nouveau albanais), montage audio-visuel, rapport des 3 commissions de travail du matin, débat général, synthèse, allocution

Entrée et participation sur présentation de la carte d'invitation que l'on peut retirer au siège de l'Association des amitiés francoalbanaises: 42, rue La Bruyère - Paris 75009 - Tél: 526.18.00

La sécurité des français à la sauce bourgeoise

Le parlement bourgeois discutait ces derniers jours du budget et, entre autres, de celui de l'Intérieur. Quelques propos tenus et quelques faits, au hasard des dépêches d'agence, montrent combien, avec l'approfondissement de la crise capitaliste, «la sécurité des Français» c'est, à tous les niveaux : emploi, travail, vie de tous les jours, etc... l'insécurité de plus en plus grande pour tout le peuple travailleur.

La sécurité dont a bavardé le parlement, c'est la sécurité de cette minorité de Français que constitue la classe bourgeoise, c'est la défense de son droit à opprimer et exploiter, et tout l'arsenal que cette classe met fébrilement en place, renforçant en hâte ses movens antérieurs, n'est qu'un signe de plus annonciateur de son inéluctable

Transfert dans l'Aude du centre d'instruction de la Légion étrangère

Apres avoir sévi comme

on sait en Corse (2 paysans en ont été victimes récemment), les légionnaires vont s'installer à Castelnaudary. Les théâtres de leurs exploits se rétrécissant hors de l'hexagone, ces troupes de choc de l'Etat capitaliste et impérialiste pourront ainsi «veiller» sur la sécurité des Français du midi viticole.

Comme le dit «Volem Viure al Pais» : «la présence de la légion à Castelnaudary sera comme un pistolet pointé au cœur du midi, dans une région où les viticulteurs luttent pour leur survie et au moment où ils vont reprendre leurs manifestations devant l'effondrement de leur revenu. Ce sera aussi une menace directe pour tous les ouvriers et les jeunes qui se battent contre l'exode, pour vivre et travailler au payso

Poniatowski a compté 8 attentats par jour en moyenne ; en voici un : à Rouen, un ancien officier de police tue le maçon qui effectuait pour lui quelques travaux. Motif: un différend d'ordre. financier! Il faut dire que le maçon, en plus d'être maçon, avait une peau un peu brune (un «Français» de la Martinique).

Qu'ils soient en service ou à la retraite, ces gens-là ont la gachette facile ! Ils fournissent de nombreuses recrues aux truands, racketeurs, trafiquants d'armes, etc... comme l'ont montré quelques affaires ces temps derniers.

Justement, dans le débat de l'assemblée, M. Cressard, député UDR d'Ille et Vilaine, dénonce l'impunité des auteurs d'attentats. S'agit-il de celui dont nous venons de parler, ou de ceux nombreux dont son victimes des travailleurs immigrés ? S'indigne t-il de l'acquittement récent, à Flers, d'un coupable d'un tel attentat (coup

de fusil contre 4 Algériens dont un est grievement blessé) ? Non, bien sûr ! Ce que M. Cressard trouve indamissible, c'est qu'après un an, «l'auteur de la tentative d'attentat contre M. de Bennetot député UDR du Finistère. ne soit pas jugé». Mais M. Cressard, peut-être ce « coupable» est-il déjà en prison ? Il y a tant degens qui y croupissent sans être jugés et on arrête tellement de gens en Bretagne!

«Envoyez-moi des policiers, et des bons, nous en avons besoin», voilà l'opinion claire et nette qu'exprimait dans le même débat le député de «gauche», Crépeau, maire de la Rochelle, rejoignant en cela le chœur des maires de droite ou de gauche.

Sauront-ils au moins, ces «bons flics» aux ordres de la gauche, être aussi discrets que ceux d'aujourd'hui, capables d'assurer votre sécurité jusque chez vous, sans même vous réveiller, et en saisissant vos meubles au passage ! (C'est ce qu'ils ont fait par «erreur» récemment à Paris, dans le 11ème !) !

Mais, dirait Crépeau de la Rochelle, ou Deferre de Marseille, il y a tant de saisies, tant de délinquants, et si peu de policiers! Comment peuvent-ils faire du bon «travail» ?!

Décidément, n'en doutons pas, l'augmentation du budget de l'Intérieur et les nouvelles lois votées vont porter notre sécurité à des sommets insoupçonnables!

Cette sécurité-là, de la même eau que celle de l'emploi ou du travail, dans ce système pourri, notre peuple n'en veut plus ! Elle est la même, que son visage soit de droite ou de gauche. C'est l'insécurité généralisée du capitalisme, et, pour en finir avec elle, il faudra abattre le capitalisme.

A tous nos lecteurs En avant pour la campagne de soutien à notre quotidie

1) Pour la deuxième fois nous éditons cette année un calendrier pour l'année à venir. Légérement modifié dans sa forme, son contenu, c'est à dire ses illustrations, reste fondamentalement le même, des d'évènereproductions ments ou actions marquants de la lutte du prolétariat et des peuples révolutionnaires de France et du monde.

Son but est également le même, sa diffusion militante la plus large possible doit servir de support à la campagne de souscription pour notre quotidien que nous engageons chaque fin d'année. La diffusion doit être organisée dans le cadre de nos campagnes politiques, notamment les réunions publiques d'agitation et de propagande «contre le plan Barre et le Programme communa dans le cadre de la diffusion de masse de notre quotidien, organe des communistes marxistes-léninistes de France. Le calendrier est une arme politique en vue notamment de développer le soutien financier de masse à notre

Sur la base de l'expérience de l'année derniére il nous faut apporter cependant quelques précisions importantes à propos du réglement.

Les calendriers sont en-

voyés sur commande auprès de notre administration. Le produit de la vente des calendriers doit être envoyé en précisant sur une feuille accompagnant le chéque ou le mandat : règlement calendriers. En effet l'an der- sommes qui reviennent à unitaire de la carte posnier, plusieurs camarades ont fait parvenir les sommes en indiquant seulement : «Souscription quotidien» ce qui entraine une confusion. Par exemple, le prix unitaire minimum de 10 F par calendrier, englobe le prix de revient (papier, montage, impression, frais généraux) qui est d'environ 3 F et une souscription qui représente la différence, soit environ 7 F. (Ce sont ces 7 F qui figurent en souscription).

En précisant «Règlement calendrier», vous permettez à l'administration de tenir une comptabilité exacte et de faire elle-même apparaître les



AND THE PROPERTY OF THE PROPER	Light / H
Specialist 2	Mirror 10
***	Mortan SC 25
HANGE OF THE STREET	mat. 30
Mestrali S	Version 25 on the same
min to a little of the little	\$6-0 kg
Canal Canal T	Osmanica 33
Secretary W. 100 Character street	time as
Direction and the Control of the Con	WHEN THE PLANT OF THE PERSON O
Sea of the latest and	MARKET IN
THE WALL STREET	Same State of the
44000 18	States 18
MA 18	Street 18
FENNEN DE	Control H
- 13 Company	Taries (as)

la souscription

En procedant ainsi, pour tout le matériel que vous réglez, ou précisant à quoi correspond le versement, vous aiderez et simplifierez le travail de nos camarades de l'administration.

11) Il reste disponible de l'année dernière, un stock de cartes postales, destinées également à servir de support à la campagne de souscription et de soutien au quotidien. Procédez de la même facon que pour les calendriers en passant commande ou en adressant vos reglements. Le prix vos commandes.

tale est de 2 F.

III) Nous tenons éga-

lement à la disposition de nos lecteurs un certain nombre de classiques du marxisme-féninisme, provenance des Editions de Pékin, et dont l'état légérement défectueux ne permet pas une vente en librairie. Nous vous les proposons pour une utilisation dans le cadre de la souscription soit pour des ventes à prix réduits, soit pour donner à des souscripteurs, à de nouveaux abonnés ou à des lecteurs qui se réabonnent. Nous publierons la liste des titres prochainement afin que vous puissiez passer

AUX EDITIONS DU CENTENAIRE

Traduits du chinois :

- i impéri disme aujourd, hui : il s'agit ei un troite ur el impérialisme, stade suprême du capitalisme de Lénine. L'actualité de cet ouvrage fondamental pour la comprénension du monde contemporain, ainsi que les liens entre l'impérialisme et le révisionnisme y sont clairement démontrés et illustrés. 248 p. 19,00 F

- Étudions l'économis politique : ce manuel destiné aux jeunes instruits chinon fait le tour de l'économie politique marxiste de façon claire, complète et vivante depuir l'exposé des notions de base*jusqu'à la description des mécanismes plus complexes du monde contem porain. T 1 Le Capitalisme 22,00 F 292 p.



culturel

Cinema

«L'AFFICHE ROUGE»

de Franck Cassenti

Une histoire à connaître, un film à combattre

Un film vient de sortie, dont le titre éveille l'intérêt de tous les progressistes : «L'affiche rouge». Mais Ioin de s'inspirer de cet épisode héroique de la Résistance et de l'internationalisme prolétarien, que fut l'activité du groupe Manouchian, ce film est envahi par les bavardages intellectualistes des acteurs qui s'interrogent sur la meilleure façon de jouer leur rôle (un peu comme le théâtre de Pirandello dans sa pièce «Six personnages en quête d'auteur», qui date des années 20). Ainsi l'histoire du groupe Manouchian disparait derrière celle d'un groupe d'acteurs aux prises avec ses problèmes d'interprétation.

LES INTENTIONS ET LES ACTES

Il ne s'agit pas d'un film «commercial» à gros budget au contraire, et la plupart des scènes ont été tournées dans un coin de la Cartoucherie de Vincennes, mais le résultat n'en est pas moins désastreux.

Les auteurs du film désiraient sans doute montrer l'actualité de combat du groupe Manouchian : c'est complètement raté.

A part l'évocation de la récente exécution du Basque Txiki par Franco, cette «actualisation» se réduit à l'activité des acteurs euxmêmes. Sans doute croyaientils faire la révolution en tournant le film : ces genslà se prennent pour les personnages qu'ils veulent interpréter.

appliquée au cinéma), loin d'expliquer un personnage, son origine de classe, etc.



1. affiche rouge

— Sur le plan de la forme, cela se traduit par la «distanciation», tirée des conceptions théâtrales de Brecht : on joue un personnage puis on s'en détache pour le commenter ou le présenter au public.

Mais cette technique (qui ne donne pas grand-chose comme le concevait Brecht est purement gratuite ici. Les acteurs sortent de leur personnage pour se regarder le nombril.

Une autre conception a preside à l'élaboration du film : l'éclectisme petit-bourgeois. Le sujet du film, le groupe Manouchian, n'est pas exposé selon le point de

vue unique du prolétariat, mais selon «des éclairages divers»: c'est-à-dire les 36 conceptions de chacun des acteurs, sans qu'aucune ne domine les autres. C'est la conception ultra-démocratique héritée du trotskisme, qui aboutit à autoriser l'expression des points de vue les plus réactionnaires. Ainsi Olga Bancic, héroine du groupe Manouchian torturée et exécutée de manière atroce par les nazis, est présentée ici comme une «pleureuse» et un élément peu actif, ce qui est une falsification de l'histoire et une insulte à sa mémoire. Plus loin on présente le groupe comme une bande de joyeux ripailleurs, etc.

- Sur le plan de la forme, cela se traduit par le mélange des styles : réalisme, commedia dell'arte, narration, le passage du passé au présent, etc. Ce n'est pas une tovation, il s'agit simplement, appliqué au cinéma, de techniques déjà utilisées dans le théâtre par A. Gatti par exemple. Le résultat, ici, est assez décousu, ce qui en fait un film également mauvais sur le plan artistique.

Rien de nouveau donc, ni dans la méthode ni dans la forme, rien que le vide et l'écœurement devant le spectacle d'une bande de cabotins.

Camarades, n'allez pas voir ce film, vous serez déçus et outrés, mais vous n'en tirerez rien.

Et pourtant le sujet en valait la peine.

LE COMBAT DU GROUPE MANOUCHIAN CONTINUE!

Le groupe Manouchian était composé de travailleurs immigrés organisés par le Parti communiste français dans le Mouvement ouvrier international. Dans le groupe figuraient plusieurs combattants antifascistes qui s'étaient illustrés en Espagne, soit dans l'armée républicaine comme Alfonso, soit dans les Brigades internationales. Cette manifestation de l'internationalisme prolétarien allait être développée dans la Résistance par de nombreuses actions d'éclat contre l'occupant nazi et ses kollabos, «L'affiche rouge» tirée par les nazis pour semer la peur (son titre : Des libérateurs ? La libération par l'armée du crime) allait se retourner contre eux. La division français-immigrés, voulue par l'occupant et les pétainistes allait échouer. Depuis le 21 février 1944, où les nazis ont assassiné les membres du groupe Manouchian, cet anniversaire est le symbole de l'internationalisme prolétarien. Qu'est devenu ce combat ?

Ce combat, c'est celui de Fernand Yveton pendant la guerre d'Algérie, ce sont les manifestations de soutien aux 5 condamnés à mort par Franco, et toutes les manifestations de l'internationalisme prolétarien, comme plus récemment la manifestation de Barbès en soutien aux résidents des foyers Sonacotra.

La commémoration du 21 février, aujourd'hui serait hypocrite si elle ne dénonçait pas la trahison honteuse du parti révisionniste envers les peuples opprimés et les travailleurs immigrés qu'il s'agisse du sabotage de la lutte des Sonacotra, du aseuil de tolérances dans les municipalités révisionnistes, sans parler de la guerre d'Algérie.

Si les auteurs du film «L'affiche rouge» avaient eu le courage de dénoncer cette trahison, ils auraient certainement trouvé là matière à «actualiser» le combat du groupe Manouchian, ils auraient eux-mêmes participé à ce combat au lieu de le saboter et de le dénaturer, au point d'en faire un reportage sur la création artistique.



téléphonez au : 607-23-75

De Joris Ivens et Marceline Loridan

«Comment Yukong déplaça les montagnes»

DU 17 NOVEMBRE
AU 14 DECEMBRE 1976,
AU CINEMA ARIEL,
32 rue de Béthune, LILLE

1er Programme : «Une femme, une famille» : 1 h 45 mn «Répétition à l'Opéra de Pekin» : 30 mn Samedi 27 nov. - jeudi 2 déc. - mardi 7 déc. dimanche 12 déc.

2ême Programme «Le village de pêcheurs» : 1 h 40 mn «Une histoire de ballon» : 18 mn «Entraînement au cirque de Pékin» : 14 mn

dimanche 28 nov. - vendredi 3 déc. mercredi 8 déc. - lundi 13 déc. 3ème Programme «La pharmacie» : 1 h 18 mn «Les artisans» : 14 mn

«Une caserne» : 54 mn lundi 29 nov. - samedi 4 déc. - jeudi 9 déc. mardi 14 déc.

4ème Programme «L'usine de Générateurs» : 2 h 06 mn «Le professeur Tsien» : 11 mn jeudi 25 nov. - mardi 30 nov. dimanche 5 déc. - vendredi 10 déc.

5ème Programme «Autour du pétrole» : 1 h 24 mn «Impressions d'une ville : Shanghaï» : 57 mn vendredi 26 nov. - mercredi 1 déc. - lundi 6 déc. samedi 11 déc.

l'Humanité Rouge

Sur le front du logement (1)

«Villejean, aides-toi, c'est par la lutte que tu vaincras!»

Le quartier de Villejean à Rennes est une ZUP d'environ 5 800 logements, constituée pour moitié de HLM appartenant à 4 sociétés, dont un office municipal et un départemental, l'autre moitié comportant surtout des immeubles en copropriété et quelques îlots seulement de maisons individuelles.

L'action des locataires sur les problèmes des charges remonte à 1968. Mais c'est surtout à partir de 1974, quand les provisions mensuelles augmentent de façon très importante, doublant dans certains cas, que la lutte s'élargit et se développe.

Locataires et copropriétaires s'apergoivent alors que le problème du chauffage n'est pas celui de tel ou tel bătiment, ou de telle ou telle société, mais le probléme de tout le quartier de Villejean : la ville de Rennes a concédé par contrat la gestion de tout le chauffage à la société Sobrec. Prenant comme exemple un locataire de F4 fictif dénommé «M. Tourrouge», le journal de l'ARV (Association des Résidents de Villejean), «Vivre à Villejean», montrait alors que, du fait de deux augmentations successives des charges «chauffage», ce locataire, qui payait 70,20 F en décembre 73, devait payer 97,50 F en janvier et 149,50 F en février. Sur l'eau chaude, l'augmentation approchait aussi 1000. M. «Tourrouge» allait donc payer plus de charges que de loyer !

PREMIERE ASSEMBLEE GENERALE

Sous l'impulsion de l'ARV et de l'APF (Association populaire des Familles), plus de 30 réunions d'ilots avaient lieu pour discuter des objectiés et formes d'action, choisir 150 déléqués responsables et préparer une assemblée générale. Celleci, qui réunissait près de 600 personnes dans le centre social devenu trop petit, approuvait les objectifs déjà discutés dans les réunions d'ilots et faisait connaître ses revendications fondamentales : annulation des hausses du chauffage et de l'eau chaude, révision du contrat passé entre la municipalité et la Sobrec, manifestement défavorable aux locataires, remboursement du trop perçu sur les charges depuis le début de l'occupation des immeubles.

L'ACTION SE DEVELOPPE

Fin fevrier, la ville et la Sobrec lachent du lest, annonçant «à la suite de négociations en cours depuis 3 ans», un rabais de 7 % sur le chauffage et de 29 % sur l'eau chaude, avec effet rétroactif dépuis 1971. Cette reculade ne fait que renforcer la détermination des habitants et du comité de coordination, en montrant que la Sobrec peut payer. En mars 74, le comité de coordination organise une manifestation de 700 personnes dans les rues du quartier jusqu'à la Sobrec. Celle-ci renvoie la balle au maire qui se dérobe et, pour la premiére fois, n'inaugure pas en personne la foire à la brocante, de peur d'avoir à affronter le mécontentement des habitants. Mais le paiement au tarif ancien ne s'avère pas une forme d'action assez efficace. Aussi, en février 75, une assemblée générale ouvre une nouvelle étape dans l'action en lançant le mot d'ordre de blocage total des charges de chauffage et d'eau chaude. Les charges non payées sont versées à l'ancien tarif sur un compte bloqué ouvert au Crédit mutuel à la demande du comité de

coordination. Les locataires qui versent à ce compte reçoivent un reçu en double exemplaire, de telle sorte qu'ils peuvent en envoyer un au propriétaire en même temps que le reste du réglement du loyer et des charges. C'est un moyen de pression à la fois collectif et plus efficace.

MALGRE LES MANOEUVRES D'INTIMIDATION, L'ACTION CONTINUE!

Depuis février 75, les sommes versées au compte bloqué ont régulièrement augmenté. Leur montant est passé de 9 mil-



Des monopoles déguisés en «petites sociétés» de chauffe !

Les sociétés de chauffe avec lesquelles les municipalités et HLM passent des contrats se présentent assez fréquemment sous forme de petites entreprises. Elles usent d'ailleurs largement de cette soi-disant «fragilité» pour crier à la faillite dès que les locataires veulent remettre en cause leurs tarifs souvent exhorbitants.

Ainsi un office HLM disait de la SECOUEST : «C'est une petite société ; si vous remettez en cause le contrat vous allez l'obliger à licencier les travailleurs»

Et bien cette fragile petite société fait partie de la SCAC, elle-même rattachée à la banque de Suez, l'un des groupes financiers les plus importants.

La SCAC dont le siège social est à Paris et qui est côtée en Bourse a des activités aussi diverses que profitables : combustibles et chauffage (charbon et fuel) bois et transport, gestion de résidences, villages de vacances, stations de sports d'hiver etc. Cette société qui a 43 filiales en Afrique, des ateliers et chantiers maritimes, notamment à Dakar, déclare sans vergogne vouloir développer «cette politique de coopération» car ajoute-t-elle «contribuer au progrès humain est dans nos principes.»

Ces sociétés sont prêtes à tous les tours de passe-passe pour brouiller les pistes : ainsi depuis qu'elle a eu des ennuis avec les locataires la SECOUEST n'existe plus ; simplement elle s'appelle maintenant COFRETH. Voyons un autre cas, celui de la SO-BREC, bien différent, sans doute puisqu'il s'agit d'une société «bretonne» d'exploitation de chauffage! Elle a été créée comme c'est souvent le cas par un accord entre 6 sociétés:

Aux 3 sociétés chargées de l'installation du réseau primaire de chauffage lors de la construction du quartier (TUNZUNI, industrielle de chauffage, MISSENARD-QUINT au chiffre d'affai-



re de plusieurs centaines de millions), se sont jointes 3 sociétés d'exploitation de chauffage :

 La COGETH, société parisienne, la STEC, société située à Chatillon-sous-Bagneux, la SECO, société du groupe Montenay au chiffre d'affaire de plusieurs centaines de millions.

On s'aperçoit déjà que la SOBREC n'est pas une «petite société bretonne», mais c'est sous la STEC que git le plus gros lièvre. Cette société est en effet une filiale de la CGC, Compagnie générale de chauffe qui assure des exploitations de chauffage dans toute la France à travers différentes filiales : l'UTEC, la CETH, la SOBEC (Bourges), la STEC, la SECNOR et la SOREC (Lille), la SREMO et la CGST (Paris), la SONI-THERM et la STNA (Nice), la CART (Aix), et la SONIC (Nîmes).

D'autres filiales sont spécialisées dans les installations de chauffage : REALI-THERM,GET, SIRT. Le chiffre d'affaire de ce groupe également implanté en Grande-Bretagne, en Belgique, en Suisse, aux Pays-Bas est passé de 222 millions en 1969 à 500 millions en 1972.

La CGC est elle-même liée à deux groupes importants :

 ELF-ANTAR, bien connu, un des tout premiers groupes français, réalisait déjà près de 10 milliards de chiffre d'affaire en 1969.

L'autre groupe, la CGE (Compagnie générale des Eaux), outre qu'elle contrôle la distribution de chaleur et d'eau dans un grand nombre de villes de France, intervient aussi dans le domaine des travaux publics à travers des sociétés comme la Générale des Travaux Hydrauliques ou la SADE ou encore les Chantiers Navals et Industriels de la Méditerranée.

Ces entrelacements forment certes un réseau complexe mais, on peut en être sûr, les monopoles y trouvent leurs «petits» et aussi des superprofits !

lions en septembre 75 à plus de 20 millions maintenant. Par ailleurs, les sommes bloquées par les différentes copropriétés representent au moins 30 millions. C'est donc en tout plus de 50 millions d'AF que la Sobrec n'a pas reçu. Ce moyen de pression est efficace, puisque la Sobrec et les HLM ont eu recours à diverses manœuvres pour tenter de briser l'action. La Sobrec a d'abord envoyé aux copropriétés qui bloquaient leurs charges des lettres d'intimidation, puis assigné l'une d'elles, la copropriété Belle-Ile-Bréhat, en justice. Par ailleurs, les offices HLM se sont mis à envoyer des feuilles vertes de sommation de payer et des feuilles roses de commandements par huissier, confondant sciemment les charges chauffage avec le loyer. Ceci est tout à fait illégal, car les charges mensuelles ne sont que des provisions ou acomptes : les dépenses de chauffage et d'eau chaude ne sont exigibles qu'en fin d'année et encore à condition d'être «justifiées» par le propriétaire. Les offices d'HLM sont mêmes allés plus loin : à 2 reprises, ils ont refusé un changement d'appartement sous prétexte de retard de loyer. D'autre part, plusieurs familles qui versaient leurs charges au compte bloqué ont vu leur allocation-logement suspendue. Vérification faite, les offices n'avaient pas fourni la quittance de loyer exigée par la caisse d'Allocations familiales. Le comité de coordination a dû intervenir auprès des offices et de la caisse pour le rétablissement de l'allocation.

C'est pourquoi les représentants de Rennes-Villejean expliquaient à la réunion régionale qui a eu lieu récemment à Rennes la nécessité de renforcer la mobilisation. Seule l'action de masse, unissant locataires et copropriétaires, pourra faire aboutir leurs revendications, malgré les manœuvres de la Sobrec et de ses complices : la municipalité et les HLM.